

Des Finistériens optimistes

Les Finistériennes et Finistériens ont profondément modifié leurs comportements suite à la crise sanitaire et aux confinements. Ils envisagent leur avenir, et celui du département, avec optimisme. C'est ce qui ressort de l'édition 2020 de l'Observatoire de l'opinion du Finistère.

« **D**epuis 2003, nous commandons à l'institut CSA une enquête sur l'opinion des Finistériennes et des Finistériens», rappelle Nathalie Sarrabezolles. « Ces enquêtes constituent un outil important d'aide à la décision qui viennent compléter les rencontres régulières que nous avons avec les habitants. Elles permettent d'ajuster ou d'anticiper les politiques départementales. » Cette édition, par exemple, montre une demande accrue d'accompagnement des parents en difficulté.

Il ressort de cette douzième vague que les sondés envisagent l'avenir avec optimisme pour eux-mêmes à 72% (+15% par rapport à l'édition précédente), pour le Finistère à 70% (+12%) et pour la Bretagne à 70% aussi (+7%). En revanche, ils sont bien plus pessimistes pour la France (28%) et pour l'Europe (27%).

C'était, bien sûr, sur la perception et l'impact de la crise que les résultats de ce sondage étaient principalement attendus cette année. Il en ressort que 77% des personnes interrogées déclarent avoir été impactées par la crise. 45% dans leur moral, 32% pour la scolarité de leurs enfants, 29% pour leur situation financière et 21% pour la prise en charge d'une personne âgée.

Mais 63% des personnes interrogées déclarent avoir participé à une action de solidarité.



Le confinement a changé nos habitudes

Pour la première fois depuis que l'Observatoire de l'opinion interroge les Finistériens, la préservation de l'environnement apparaît comme leur priorité (49%) juste devant l'emploi et le développement économique. Pour mémoire, en 2018, les préoccupations économiques arrivaient en tête avec 52%, juste devant l'environnement 44%.

Si on rentre dans les détails, les Finistériens souhaitent, pour préserver l'environnement, des actions pour la réduction des déchets (45%), l'isolation des logements (41%), la préservation de l'eau (41%) et le développement d'une alimentation de proximité (36%).

On retrouve la traduction de ces préoccupations dans les changements de comportements. 82% des Finistériens consomment des produits locaux, mais 39% disent en avoir consommé encore plus pendant le confinement et vont continuer.

En matière de déplacements, 69% des personnes interrogées pensent utiliser de nouveaux modes de transport. La marche arrive largement en tête (58%), suivie du vélo (29%), des transports en commun (20%) et du covoiturage (18%).

En savoir plus sur
www.finistere.fr

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 17/12/2020

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Ruissellement ?

Au fur et à mesure, le statut d'Emmanuel Macron est passé de président des riches, à président des très riches et même aujourd'hui des très très riches.

Les premières mesures fiscales prises au tout début de son quinquennat, dont la suppression de l'ISF, n'en finissent pas de provoquer les résultats que les socialistes avaient annoncé : une concentration de la richesse entre quelques mains.

Rapport après rapport, la preuve est maintenant faite que la théorie du ruissellement est une vue de l'esprit. En 2017, 0,1% des foyers fiscaux (38 000 personnes) percevaient la moitié des revenus du capital. La part de ce groupe est passée aux deux tiers en 2018. Quant aux 0,01% de foyers les plus fortunés (3 800 personnes), leur part est passée dans le même temps d'un cinquième à un tiers.

Au lieu de ruisseler, la richesse se concentre, rendant urgente l'instauration d'un nouvel impôt de solidarité sur la fortune.

PS29

Santé : les leçons de la crise

«Hâtez-vous lentement et sans perdre courage, vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage.» Les socialistes du Finistère suivent à la lettre ces conseils, pour la préparation de leurs projets pour Départementales et Régionales.



Le système de santé a tenu

La crise que nous traversons était, à la fois, prévisible et inattendue.

Prévisible car régulièrement, avec plus ou moins d'intensité, des pandémies apparaissent, se développent avec plus ou moins d'intensité puis disparaissent ou sont maîtrisées. La plus tristement célèbre, si on se limite au XX^e siècle, reste la grippe espagnole qui, en 1918-1919 coûta la vie à près de 50 millions de personnes. Mais il y a d'autres exemples comme le SRAS au début des années 2000 ou la grippe H5N1 en 2009. On pourrait aussi citer la grippe asiatique de 1957 ou la grippe de Hong Kong de 1968.

«Nos réponses doivent être solidaires, globales et préventives.»

Donc, tous les spécialistes de la santé savent très bien, qu'à intervalles plus ou moins réguliers, le monde est confronté à des épidémies qui sont de moins en moins maîtrisables. En effet, en 2019, on a comptabilisé 4 milliards de vols internationaux. De plus, les scientifiques alertent régulièrement les pays qui bordent l'Arctique sur les dangers de la fonte du permafrost qui pourrait libérer des virus jusqu'à présent inconnus.

Et pourtant nous avons été surpris. Il existe bien des plans blancs dans les hôpitaux, mais ils sont destinés à répondre, très rapidement, à des attaques terroristes sur un territoire bien précis. Mais aucun plan n'avait anticipé un afflux massif de patients, en réanimation, sur l'ensemble du territoire.

Quelles leçons tirer? Il est essentiel de repenser le long terme et de planifier, par exemple, la gestion de nos stocks de masques. D'autant qu'aucune économie n'a pu être réalisée puisque la reconstitution, en urgence, a coûté bien plus cher qu'un réapprovisionnement régulier.

Cela doit aussi inspirer un changement de doctrine en matière de souveraineté médicale. Nous dépendons, en effet, des productions chinoises pour les masques, mais aussi pour un grand nombre de molécules, dont nous pourrions avoir besoin dans un futur plus ou moins proche.

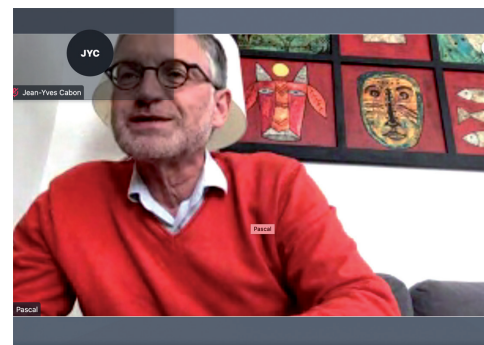
Cependant, il convient tout de même de reconnaître que notre système de soins a plutôt bien rempli sa mission.

Alors quelles réponses apporter à cette crise? Pour les socialistes bretons, elles doivent être solidaires, globales et préventives.

C'est justement dans cette optique de développement de la prévention que Jean-Yves Carn, secrétaire de la section de Guilers, a évoqué la question du Sport santé. **«Car, alors que chacun connaît les vertus thérapeutiques du sport, il est très difficile de mettre en place les activités qui pourraient soulager les patients.»**

Tout le monde voit bien que la santé mentale des Françaises et des Français a été malmenée par cette crise. **«Attention à la dépression collective»**, a prévenu Serge Rousseau, de la section des Abers, qui appelle à anticiper ce phénomène.

Les départements et les régions disposent de plusieurs leviers pour mener des opérations de prévention dans le domaine de la santé, notamment en direction des collégiens, des lycéens ou des apprentis, ont rappelé Elisabeth Jouneaux pour la Région et Kévin Faure pour le Département.



Une crise prévisible mais inattendue

Un des enjeux évoqué dans le débat militant concerne aussi la question des déserts médicaux et plus globalement la démographie médicale, comme l'a souligné Daniel Le Bras de Quimperlé. Nul doute que ces enjeux seront au cœur des débats des formations politiques quand la crise sanitaire actuelle rappelle la nécessité d'une meilleure adéquation entre besoins de la population et offre de santé sur les territoires.

Cette première rencontre sera suivie de plusieurs autres, au début de l'année 2021, notamment pour affiner les propositions des Conseils départementaux autour du revenu de base.

Initialement programmés en mars 2021, ces scrutins se tiendront probablement, au mois de juin.

Pour le Premier secrétaire fédéral, Johann Nédélec, **«ce délai doit être mis à profit pour peaufiner le projet que nous présenterons aux électrices et aux électeurs pour les Régionales et les Départementales»**.

Le 12 décembre, le débat portait sur les conclusions à tirer de la crise et leur traduction concrète dans les prochains programmes électoraux.

«Notre système de soins a plutôt bien rempli sa mission.»

«Le BREIS a déjà abordé la question de la gouvernance du système de santé au mois de mai», a rappelé Forough Salami-Dadkhah. À l'issue du premier confinement, les leçons à tirer concernaient surtout la gouvernance des ARS (Agences Régionales de Santé), leur décentralisation et l'indispensable retour des élus au sein de leurs directions.

Avec le recul, l'expérience d'un deuxième confinement assez différent, d'autres leçons doivent être tirées avant d'être reprises dans les projets électoraux.

Élisabeth Jouneaux, référence du BREIS pour les questions de santé, et Pascal Benard ont posé les termes du débat et esquissé les pistes de réflexions pour améliorer notre système de santé et permettre aux Départements et Régions de mieux protéger leurs concitoyens.

Attention à l'accoutumance

«**Attention à ne pas nous habituer à renoncer à nos libertés**», a exhorté Marie-Pierre de La Gontrie, sénatrice de Paris, invitée par le **GSU (Groupe Socialiste Universitaire)** à expliquer les enjeux de la loi de sécurité globale lors d'un webinaire qui s'est tenu le 11 décembre.

À l'origine de ce texte, on trouve tout de même une gestion ératique des forces de l'ordre par les gouvernements d'Emmanuel Macron qui sont obligés de présenter des loi émotionnelles, bâclées, vouées à être censurées. «**Le pire c'est que ce pouvoir n'apprend rien de ses échecs**», s'est désolée Marie-Pierre de La Gontrie, faisant référence à la loi Avia concernant la haine sur internet.

Sur la forme, la manière dont le gouvernement a présenté puis défendu ce texte est terriblement révélateur du mépris du pouvoir vis-à-vis du Parlement. Ou de son amateurisme. D'un point de vue strictement législatif, il ne s'agit

pas d'un projet mais d'une proposition de loi, puisqu'elle émane de députés. Mais chacun sait qu'il s'agit d'un texte d'inspiration gouvernementale qui fait suite au Livre blanc de la sécurité et reprend le concept de continuum de sécurité. Mais en utilisant une proposition plutôt qu'un projet, le gouvernement évite d'avoir à réaliser une étude d'impacts.

Car, pour Marie-Pierre de La Gontrie, l'article 24, sur le floutage des policiers, n'est que l'arbre qui cache la forêt d'un

texte qui pourrait profondément changer l'aspect de notre police. En partant du constat qu'un grand nombre d'acteurs interviennent dans le domaine de la sécurité, ce texte prétend mieux répartir les rôles de chacun (police nationale, police municipale, agence privée). Mais en réalité, il donne des prérogatives trop importantes au secteur privé.

La vraie question à laquelle il faut rapidement répondre est : «**Comment retisser des liens de confiance entre la police et les Français ?**», a insisté la sénatrice qui propose, notamment, l'instauration de récépissés de contrôles d'identité ou l'équipement de tous les policiers d'une caméra piéton.

Depuis 2015, les lois d'exception se succèdent pour lutter contre le terrorisme ou la crise sanitaire. «**Mais il est essentiel que l'exécutif rende régulièrement des comptes au Parlement**», a insisté Marie-Pierre de La Gontrie qui craint une certaine accoutumance aux privations de libertés.



La mobilisation ne faiblit pas

Socialistes !

Même le nom du parti peut faire l'objet de débats, a annoncé Olivier Faure. Justement, à l'initiative de Pierre-Emmanuel Guigo, du **CRHEC (Centre de Recherche en Histoire Européenne Comparée)** et de Fabrice Hamelin, de l'école internationale d'études politiques, s'est tenu le 10 décembre un colloque intitulé **L'identité socialiste : histoire et sociologie d'une culture politique centenaire**.

À l'issue de cette journée de tables rondes et d'interventions d'historiens et de politistes, force est de constater qu'il sera tout de même bien difficile de trouver une autre dénomination.

En effet, les racines de l'identité socialiste plongent très profondément dans l'histoire de notre pays. Et le projet émancipateur qu'elle défend, depuis le début du XIX^e siècle reste totalement pertinent, même 115 ans après la création de la **SFIO** au Congrès du Globe et 100 ans après celui de Tours.

Cette identité s'est construite, évidemment, grâce aux figures socialistes comme Jaurès ou Blum, mais aussi à travers le regard des autres partis de gauche, des radicaux, mais surtout des communistes après le Congrès de Tours. Il fallait bien, au lendemain de la scission, faire porter le chapeau de la division à la **SFIO**, alors même que Léon Blum avait, dans un discours prémonitoire, annoncé toutes les dérives autoritaires du régime soviétique.

Mais, l'identité socialiste, attaquée ou malmenée, n'en reste pas moins bien

vivante et tout à fait pertinente pour répondre aux enjeux du XXI^e siècle. Elle repose schématiquement sur cinq principes. D'abord, l'aspiration à l'égalité qui débouche naturellement sur la volonté de promouvoir l'émancipation individuelle et collective. Cette émancipation passe par la construction d'un état social, régulateur, redistributeur et planificateur. Cet état garantit les fonctions de l'exercice de la démocratie, politique, sociale, culturelle ou citoyenne la plus exigeante possible. Enfin, ces principes ne peuvent s'inscrire qu'à l'échelle internationale.

Invité d'honneur
François Hollande
Ancien président de la République

JOURNÉE D'ÉTUDE

l'Identité
SOCIALISTE
Histoire et sociologie d'une culture politique centenaire
10 décembre 2020

Voilà pour le socle qui reste solide. Reste tout de même quelques ajustements à opérer, en particulier autour de la notion de progrès. Le socialisme a toujours été une vision de l'histoire et donc une confiance dans la science et le progrès. Reste à définir les critères qui permettent de classer telle ou telle invention technologique dans la catégorie du progrès. Voilà un champ de réflexions qui permettra à cette identité, plus que centenaire, de s'adapter aux enjeux du XXI^e siècle.

Retrouvez-nous sur



Cette année
Cap Finistère cessera de paraître à partir de ce vendredi 18 décembre.

Le n°1337 arrivera dans votre boîte mail le vendredi 8 janvier 2021.



Le secrétariat fédéral vous souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1336 - Vendredi 18 décembre 2020
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Le temps passe comme l'ombre

Gilbert Le Bris

Dans « **Le temps passe comme l'ombre** », écrit pendant le premier confinement, Gilbert le Bris revient sur les événements marquants de sa vie familiale et politique.

Cap Finistère : À qui as-tu pensé en écrivant ce livre ?

Gilbert Le Bris : J'ai d'abord voulu rendre hommage aux membres de ma famille qui m'ont permis d'accomplir mes mandats mais qui n'étaient pas toujours au courant de ce que j'avais pu faire. Je m'en suis rendu compte en écoutant les questions que pouvaient me poser mes fils. On ne gagne jamais seul et j'ai aussi pensé à toutes celles et tous ceux qui m'ont accompagné au PS depuis 1974, en particulier à mon mentor Louis Le Pensec, qui a rédigé la préface.

Cap Finistère : On sent que le mandat de maire est celui qui t'a le plus passionné.

Gilbert Le Bris : Peut-être parce qu'il est le premier que j'ai gagné par moi-même. Et puis, pour moi, le petit gars de la ville close, c'est quelque chose de devenir le maire de sa ville. Lorsqu'on est maire, on a la capacité d'agir directement sur la vie quotidienne de nos concitoyens et on peut voir rapidement la concrétisation des décisions qu'on prend. J'ai coutume de dire que ce sont les autres qui font l'agenda du maire, qui doit être réactif aux événements, aux accidents, voire aux catastrophes naturelles tandis que, lorsqu'on est député, on organise soi-même son agenda en choisissant, plus ou moins, les dossiers dans lesquels on veut s'impliquer.

Cap Finistère : Pourquoi les Municipales ne sont jamais simples à Concarneau ?

Gilbert Le Bris : C'est vrai qu'ici, les élections municipales se jouent toujours sur le fil du rasoir. Concarneau, comme Douarnenez, est une ville portuaire avec une tradition syndicale bien ancrée, mais avec aussi de multiples chapelles qu'il faut réunir. J'y suis parvenu pendant un certain temps mais, plus qu'ailleurs, la division à Concarneau, est fatale à la Gauche.

Cap Finistère : Quels sont pour toi les principaux enjeux maritimes alors que la mer est omniprésente dans ce livre ?

Gilbert Le Bris : Cet intérêt s'explique par mes origines familiales : du côté de ma mère, on est pêcheur, dans la ville close, depuis au moins la Révolution tandis que du côté de mon père, on sert dans la Marine nationale. Je suis parvenu à faire la synthèse de ces deux

traditions familiales. Je vois deux enjeux importants. Le premier, bien sûr, ce sont les conséquences du Brexit et l'accès aux eaux britanniques pour les pêcheurs français.

Le second, plus lointain, concerne notre souveraineté maritime. Il ne suffit pas de s'enorgueillir de posséder le deuxième domaine maritime mondial, d'être présent sur l'ensemble des océans sans disposer des outils indispensables pour garantir cette souveraineté. Il faut toujours que les parlementaires soient vigilants pour que nous disposions de B2M (Bâtiments multi-mission) mais aussi aux BSAH (Bâtiments de soutien et d'assistance hauturières).

Cap Finistère : Pourquoi le chapitre que tu consacres à ta présidence de la délégation parlementaire française à l'OTAN est le plus long ?

Gilbert Le Bris : J'ai beaucoup apprécié cette mission et l'atmosphère qui régnait au sein de la délégation. Je pense que l'OTAN a encore un rôle important à jouer mais qu'elle doit évoluer. J'ai défendu l'idée de créer un pilier européen de l'OTAN qui aurait été la base d'une défense européenne, à mes yeux, indispensable. Mais je me suis heurté aux anciens pays de l'Est qui, trop souvent, restent très attachés aux États-Unis. J'ai aussi plaidé pour une clarification de la position de la Turquie qui ne peut, à la fois, être dans l'OTAN et acheter du matériel russe ou chinois.

Cap Finistère : Et maintenant, quel rôle entends-tu jouer ?

Gilbert Le Bris : Je ne suis secrétaire de section que par intérim, après les soubresauts qui ont secoué la section à l'occasion des Municipales. J'ai passé le cap de la politique active mais j'essaie d'entretenir la flamme. Dans une période comme celle que nous traversons, il faut des forces fiables. Le PS, c'est une histoire, un patrimoine, des avancées sociales importantes et il faut se battre pour les préserver tout en sachant évoluer. Les recettes d'il y a 50 ans ne sont plus opérantes et il faut en inventer de nouvelles.

« **Le temps passe comme l'ombre** » (éditions du Palémon) est disponible dans les librairies de Concarneau et de Quimperlé ou peut être commandé à glebris@hotmail.fr - 02 98 94 62 44 (20 euros).

